Diagnostic Sportif Territorial des îles de Guadeloupe

CONFÉRENCES RÉGIONALES DU SPORT • DES FINANCEURS DU SPORT

GUADELOUPE

Février 2023

Présentation

1. Introduction générale du mandat et de la méthodologie
2. Contexte général du territoire
3. Etat des lieux et Analyse
    - Pratiques sportives
    - Equipements et infrastructures
    - Inclusion et sport santé
    - Mobilité et rayonnement international
    - Economie, Emploi et Formation
4. Problématiques transversales
5. Recommandations

Mandat

- **Conférence Régionale du Sport (CRdS) de Guadeloupe installée le 01 février 2020 par arrêté préfectoral.**
- **Mission : conduire l'élaboration d'un Projet Sportif Territorial (PST) s'appuyant sur un état des lieux : Diagnostic Sportif Territorial (DST)**
- **Volonté de la CRdS de Guadeloupe :**

  - **Disposer d'un DST faisant un état des lieux sur : Offre et pratiques sportives, Infrastructures, Formation, Santé, Accessibilité, Inclusion, Economie, Emploi, Rayonnement, Attractivité, …**
  - **Procéder à l'analyse de ressources existantes et production de données qualitatives et quantitatives**
  - **Organiser et animer des réunions de partage et de concertation avec les acteurs guadeloupéens du sport pour faire émerger une vision partagée de l'état des lieux et définir des pistes d'actions à inscrire dans le PST.**
  - **Faire émerger des recommandations, propositions concrètes de travail à intégrer au futur PST**

Prestation conseil mobilisée

Unite Caribbean
Development Advisors

Entreprise caribéenne de conseil en développement fondée en 2017 en Guadeloupe.

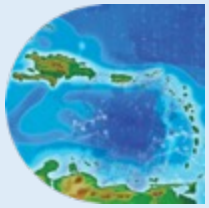
Mission : **Accompagner le développement social, économique et environnemental des pays et territoires de la Caraïbe**

L'identité de Unite Caribbean : répondre aux enjeux de développement des territoires caribéens par une **approche basée sur :**

- **des expertises métiers**
- **du conseil en développement de Politiques Publiques**
- **de la formation et du renforcement de capacités**
- **de l'Assistance technique à maitrise d'ouvrage**
- **De la mise en œuvre opérationnel de projets**

Thématiques d'intervention :

1. **Développement territorial, développement économique**
2. **Gouvernance et Politiques Publiques / Sport**
3. Climat, Environnement, Biodiversité, Agriculture
4. Déchets, Gestion de l'eau



POP's AGENCY

Agence Guadeloupéenne de conseil en marketing sportif créée en 2022

- Structuration et mise en œuvre de projets sportifs
- Appui au développement du sport business
- Accompagnement des organisations (Association, collectivité, ligues…) dans le développement de projets sportifs

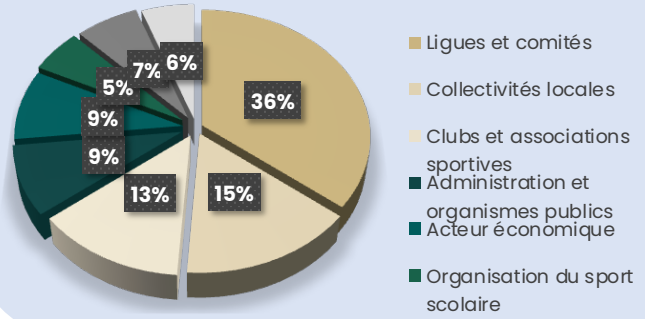
Méthodologie

Mobilisation active de l'ensemble des parties prenantes : démarche participative de co-construction

Objectif : Appropriation de la démarche par les acteurs et de leur adhésion future à l'élaboration et la mise en œuvre du PST

65 Organisations rencontrées lors d'entretiens individualisés

Acteurs du sports mobilisés lors d'ateliers de travail collectifs **120**



Contexte Général du Territoire des îles de Guadeloupe

Analyse documentaire

Pratiques Sportives

Équipements et infrastructures

Inclusion et Sport santé

Mobilité et rayonnement

Économie, Emploi, Formation

État des lieux : revue documentaire et entretiens

Analyse participative des constats par thématique

Identification de problématiques transversales

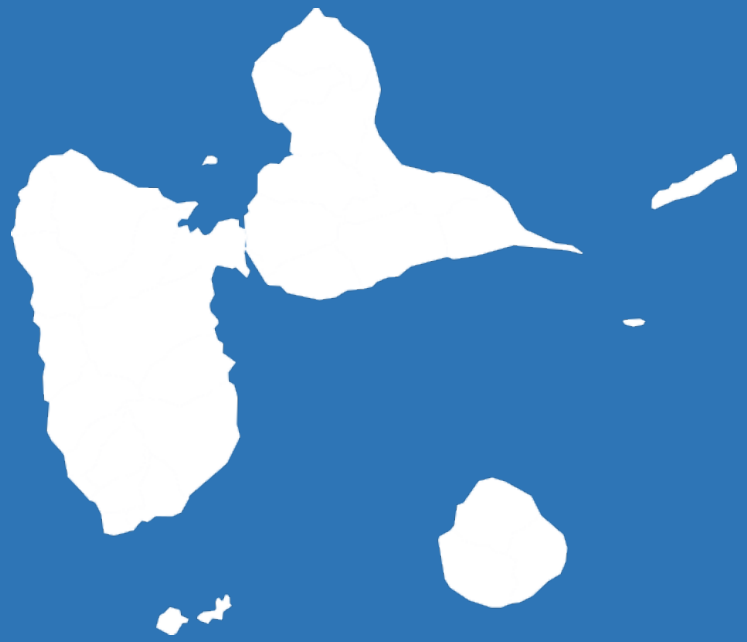
Analyse : ateliers thématiques et focus group

Recommandations

Synthèse des éléments recueillis

1

Contexte général du territoire des îles de Guadeloupe



Démographie

2020 : **383 600** personnes vivent en Guadeloupe.

Depuis 2014, Population de l'archipel diminue de 0,7 % par an en moyenne = **– 2 800 habitants tous les ans**

Plus grand nombre de départs que d'arrivées

Indice de fécondité (2,08) > moyenne nationale (1,80).

100 jeunes de moins de 20 ans pour 76 personnes âgées de 65 ans ou plus

⇨ **Potentiel jeunesse à valoriser**

La Guadeloupe est le **territoire le plus peuplé des 21 pays et territoires de la Caraïbe orientale**

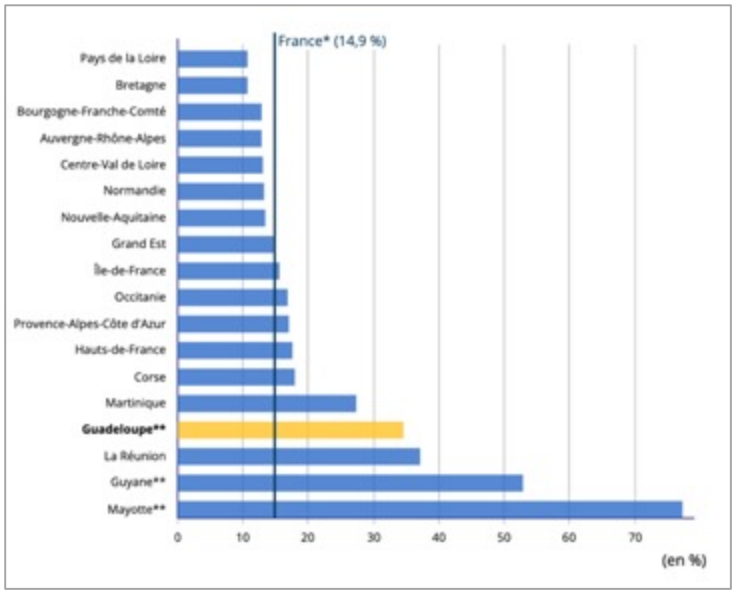
⇨ **Potentiel d'attractivité démographique régional**

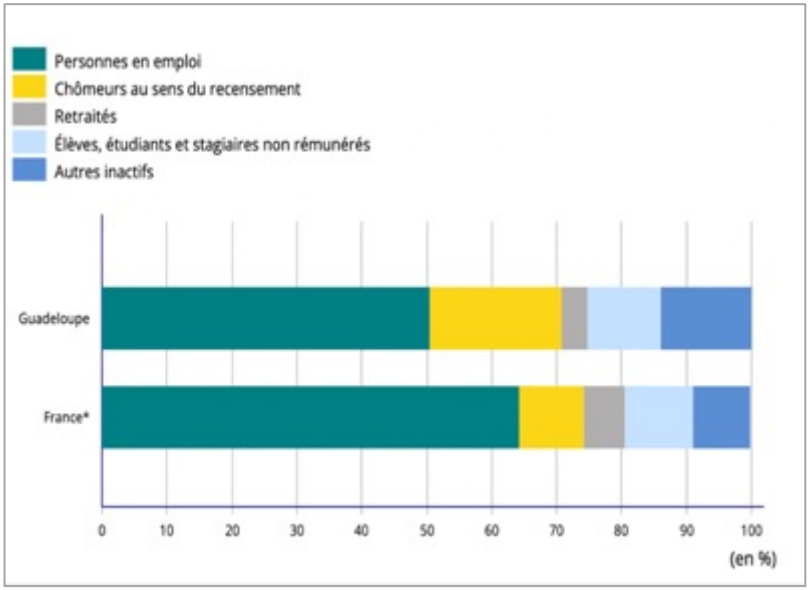
Economie, Emploi

Niveau de vie médian des Guadeloupéens : 15 770 euros par an en 2017 (21 860 € moyenne nationale)

34,5 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté (14,9% au niveau national)

Une personne en âge de travailler sur deux possède un emploi. En 2021, taux de chômage = 17,2 % de la population active (15 ans ou plus), soit 60 310 personnes





Chômage structurel : étroitesse du marché et inadéquation offre – demande

Problématique de la qualification des RH

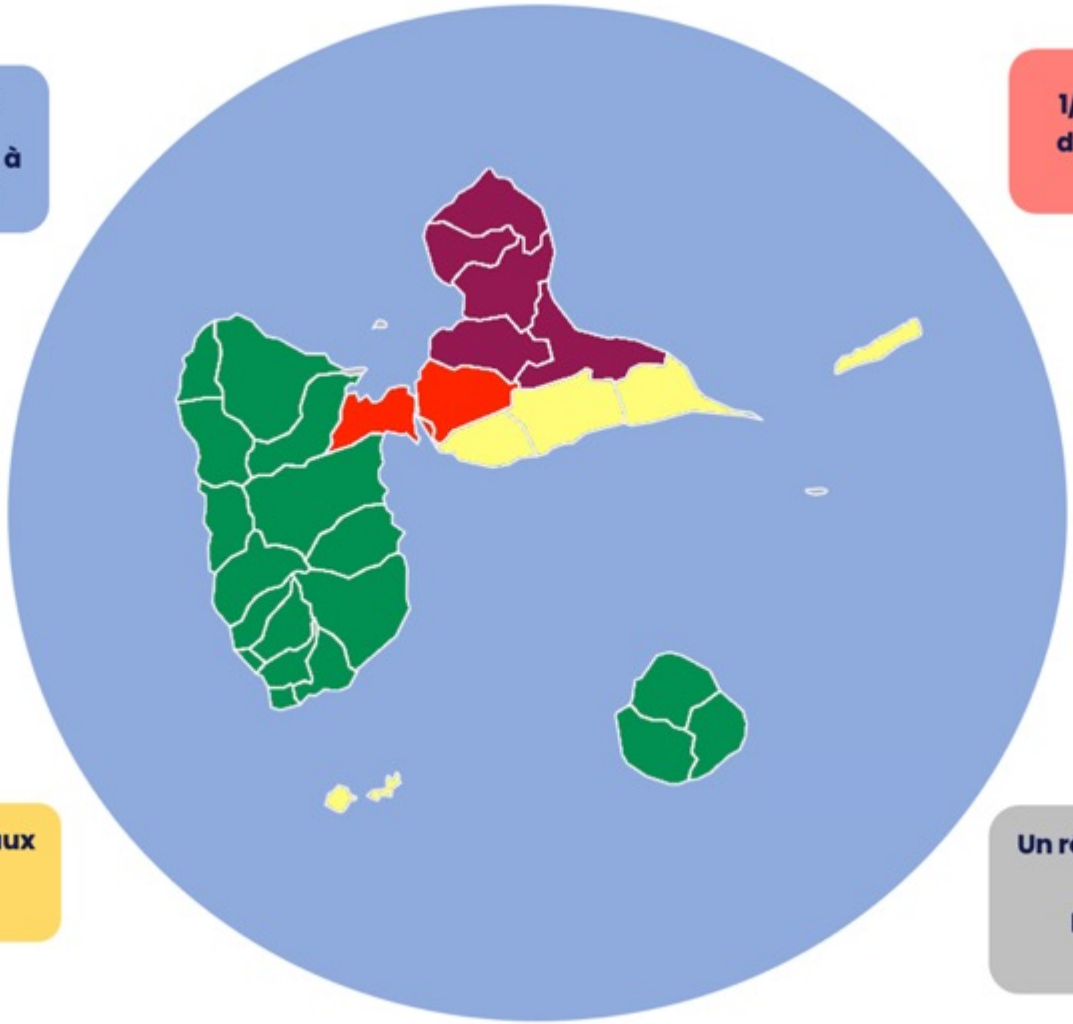
- **Une dynamique de création d'entreprise notable depuis 2020**

Caractéristiques du territoire

405 km de linéaire côtier

90% de la population réside à moins de 10 km des côtes

1/3 de la population réside dans l'aire urbaine de Cap Excellence



Un massif montagneux de près de 600 km2 sur l'île de Basse terre, hub de biodiversité

Des zones enclavées à faible densité démographiques

Un climat tropical soumis aux effets du changement climatique

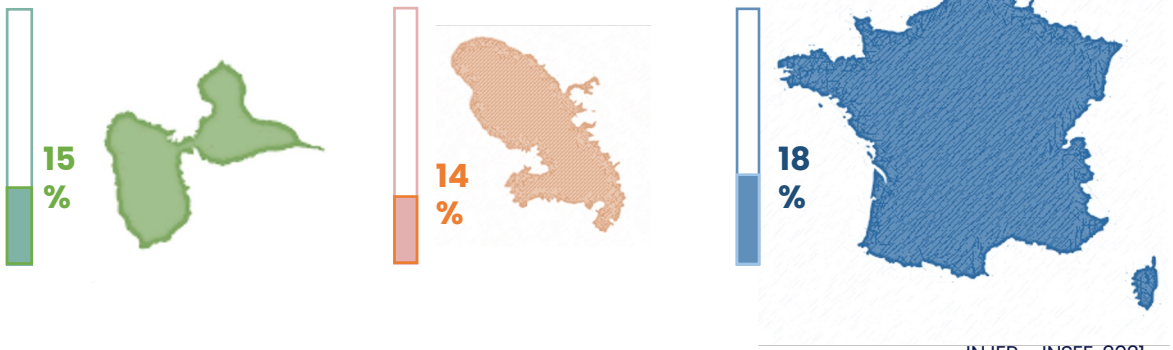
Un réseau routier saturé aux heures de pointe
Durées moyenne de transport élevées

2

Pratiques sportives

Sport fédéral

POURCENTAGE DE LICENCIES PAR HABITANT



INJEP – INSEE, 2021

69 Ligues et comités

+940 Clubs sportifs

56 330 Licenciés (2021)

LICENCIES PAR DISCIPLINES SPORTIVES : LE QUATUOR DE TÊTE

Ligue de Football

11 839

Ligue de Tennis

4 069

Ligue d'Athlétisme

2 566

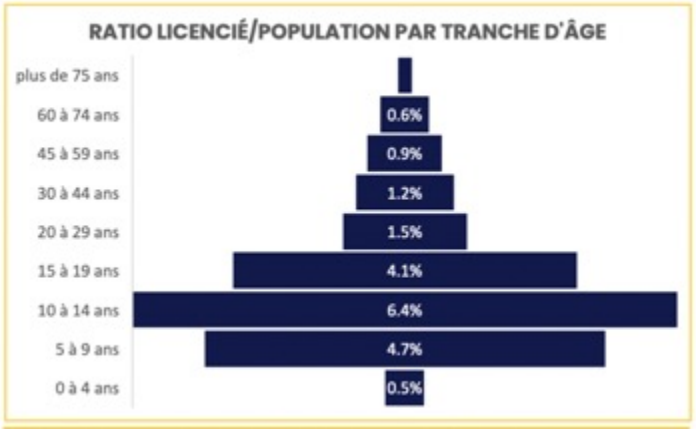
Ligue de Basket-Ball

2 503

Sport fédéral

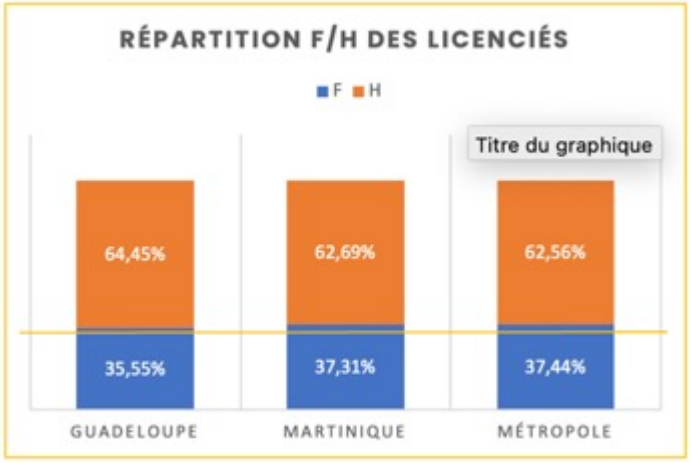
Aire Cap Excellence : 50% des licenciés

Côte sous le vent, Nord Grande terre et dépendances (16 communes) : < 20% des licenciés

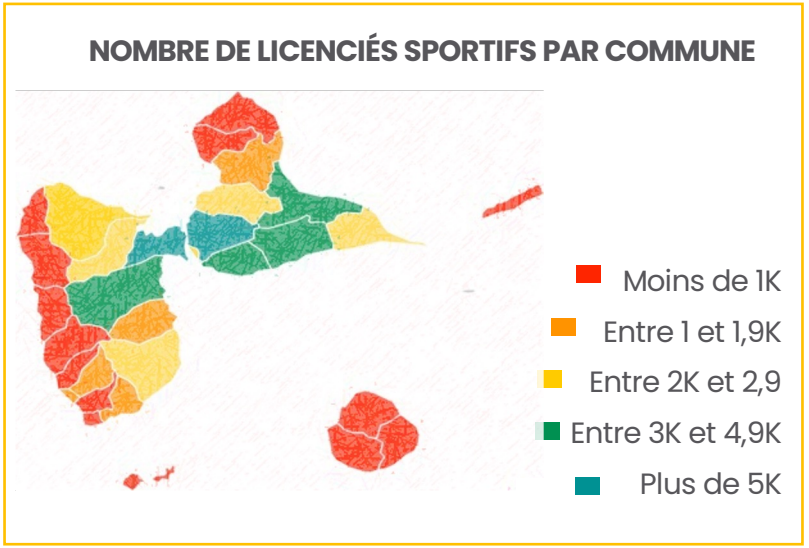


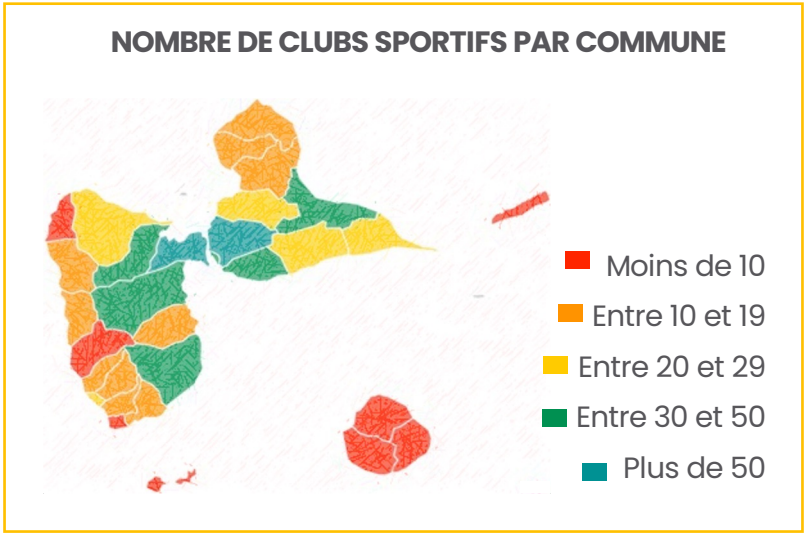
5-19 ans : 62% des licenciés

Taux de féminisation du sport inférieur à la moyenne nationale



INJEP, 2021





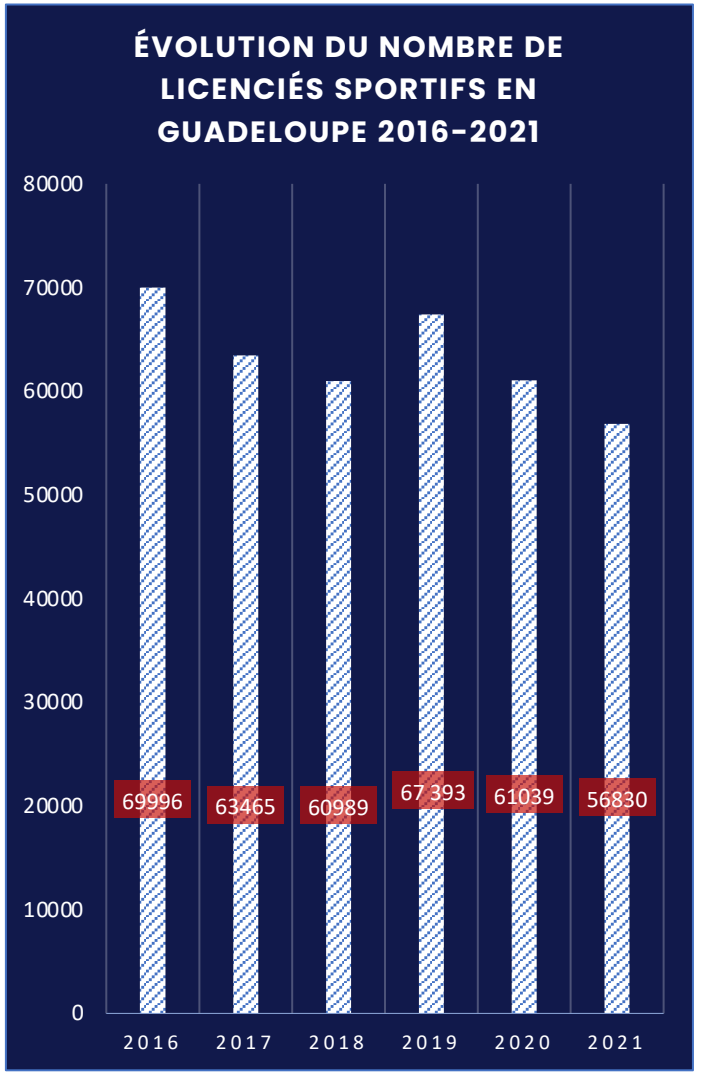
INJEP, 2019

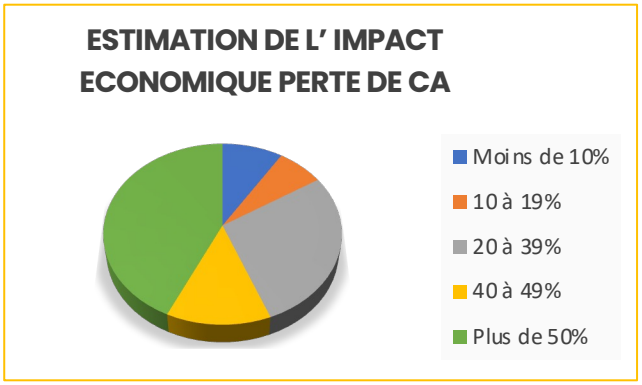
Sport fédéral

- **Perte 19%** depuis 2016
- Phénomène a été accentué par la pandémie du COVID 19 (2020 et 2021)

Tendances expliquées par :

1. **Vieillissement et baisse** générale de la population en Guadeloupe
2. **Emergence d'une offre** de pratiques sportives alternatives proposées hors du cadre fédéral
3. **Difficultés de relance** de la dynamique associative post-covid





Thématique	Guadeloupe (en %)	Nationale (en %)
Culture	31,8	24,1
Sports	**10,5**	**17,1**
Loisirs	10,3	11,6
Social	9,7	7,8
Amicales - entraide	5,4	7,3
Education - formation	6,7	5,7
Economie	6,1	5,4
Santé	3,4	4,8
Environnement	1,1	4,2

Journal officiel Association. Traitements R&S, 2007 - 2019

Sport fédéral

Forces

1. Forte diversité de pratiques sur le territoire
2. Culture territoriale fortement ancrée sur les structures associatives
3. Potentiel d'aides et et de subventions multiples pour les associations sportives (aide à l'emploi, formation, AAP, mobilité, projets, ...)
4. Accessibilité financière des activités associatives pour les familles

Financement

Diversité des pratiques

Accessibilité offre

Financement

Budget

Qualification

Ressources humaines

Infrastructures

Inclusion

Enclavement / accès

Partenariats secteur privé

Faiblesses

1. Déficit en ressources humaines formées et professionnelles
2. Budget des associations trop faible ou mal exploitées
3. Infrastructures ne permettant pas la progression et la mise en place de compétitions
4. Pas ou peu d'offres de pratiques pour les femmes et le public en situation de handicap
5. Partenariat avec le secteur privé peu exploité
6. Eloignement des zones de pratiques : frein au niveau de la mobilité des pratiquants

Sport fédéral

Opportunités

1. Rebond après Covid à confirmer (augmentation licenciés)
2. Dynamique de remise au sport après la période de Covid
3. Momentum des jeux Paris 2024 et la labellisation Terre de Jeux pour promouvoir la pratique sportive
4. Emergence d'AAP sport et d'outils financiers connexes : politique de la ville, erasmus +, coopération internationale, ...
5. Émergence du E-Sport : La LGF montre la voie avec la eCup FFF

Arguments post Covid

Paris 2024

Financements

e-sport

Ingénierie développement

Offre commerciale

Attractivité compétition

Bénévolat

Politiques Publiques

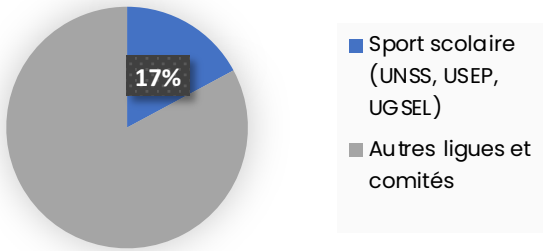
Menaces

1. Faible disponibilité d'ingénierie pour le développement des structures (Réponse à appel à projet, mise en place de plan moyen et long terme)
2. Concourrences de l'offre commerciale privée qui s'adapte et répond aux besoins du public
3. Culture de la compétition qui s'essouffle chez le jeune public et manque d'adaptation des associations
4. Diminution du bénévolat essentiel à la survie des associations
5. Sport qui n'est pas une priorité dans les politiques publiques du territoire

Sport scolaire

- **Sport scolaire (10 000 licenciés)** : **17%** du nombre de licenciés (**33%** à l'échelle nationale).
- **L'UNSS** Guadeloupe enregistre au taux de licenciés de **15%** par rapport à la population scolaire du secondaire (**22%** à l'échelle nationale)

Part du sport scolaire en Guadeloupe / total licenciés



UNSS (2021-2022)

6 275 licenciés

64 % garçons / **36%** filles

14,69% des élèves licenciés UNSS

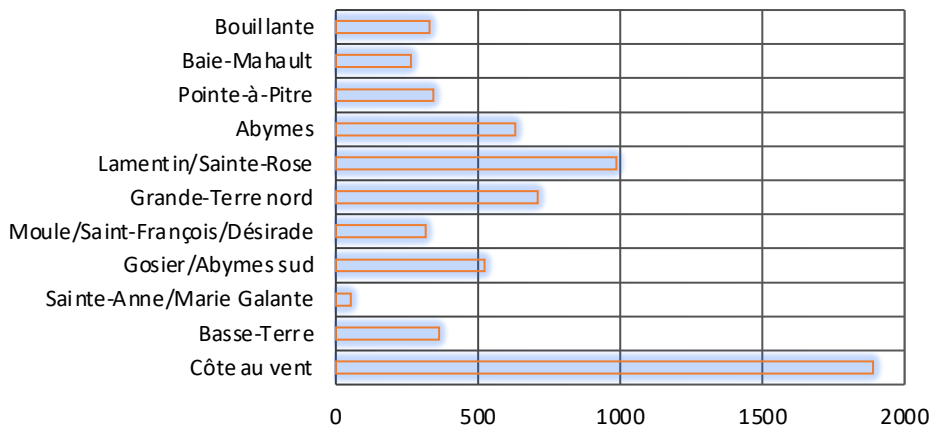
320 évènements sportifs

364 compétitions

USEP (2021 – 2022)

6 414 licenciés

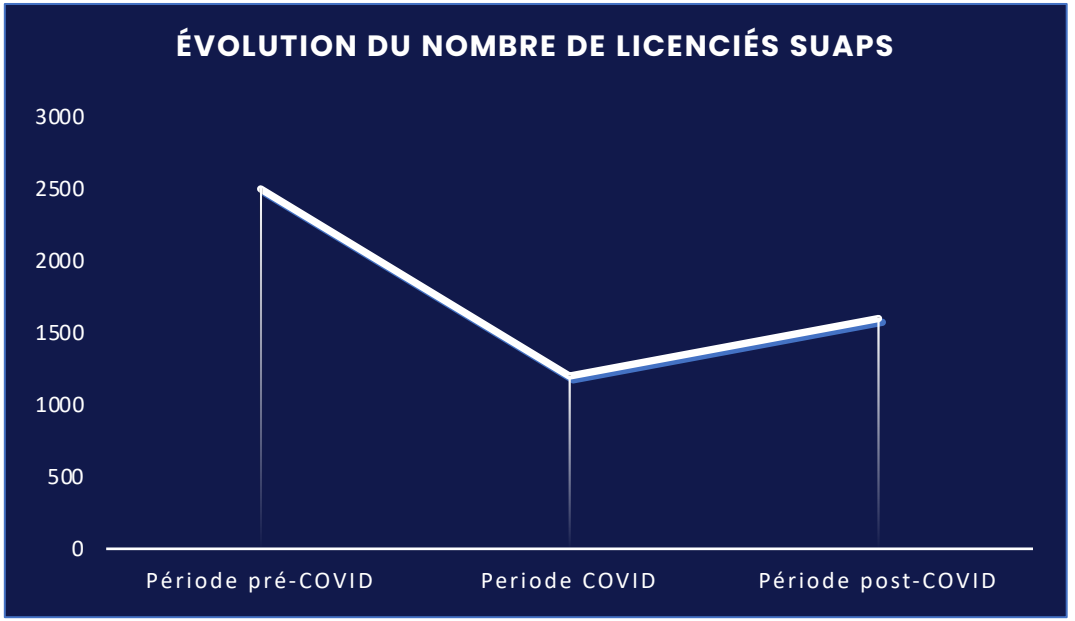
NOMBRE DE LICENCIÉS PAR ZONE



Sport universitaire

Activités : Sports collectifs, activités de raquettes, activités d'entretien et d'expression corporelle, sports aquatiques et nautiques, sport de combat et sport santé.

Offre de l'association sportive universitaire limitée par son manque de moyens financiers et ses difficultés accès aux équipements sportifs.



Public : Etudiants en résidence CROUS ou à proximité du campus

Baisse importante durant la période Covid : **2 500** inscrits au SUAPS en moyenne avant 2020, **1 200** inscrits pendant la période COVID.

Haute Performance

24 sportifs listés haut niveau par le Ministère

130 espoirs qui portent le niveau régional

300 jeunes identifiés potentiel accès vers la haute performance

Niveau de « pré-accession » au sport de haut-niveau représente environ **1/1000** de la population

Programme d'intervention de la MRP :

1. **Accompagner et suivre les sportifs** de haut niveau classés Elite, Senior et Relève ou Potentiels identifiés PSF/DTN (suivi entraineurs, carrières).
2. **Favoriser et structurer l'innovation** (Partenariats, Projets de recherche, Projets de performance des ligues et comités sportifs)
3. **Accueillir des sportifs et développer l'offre** générale, (destination Guadeloupe : préparation sportive
4. **Développer la Cellule** d'accompagnement des sportifs ultramains (CASUM)

MAISON RÉGIONALE DE LA PERFORMANCE
GUADELOUPE

Haute Performance

Forces

1. Une forte capacité historique des structures sportives de Guadeloupe à accompagner vers le haut niveau et à produire de la haute performance
2. Des modèles de réussite sportive de haute performance : effet d'entrainement
3. Des initiatives ponctuelles d'anciens sportifs de haut niveau pour accompagner le développement du sport de haute performance sur le territoire
4. Une structure de référence, le CREPS, offrant une capacité d'encadrement et d'accompagnement de haute qualité
5. Une volonté politique régionale d'accompagnement de la haute performance « terre de sports, terre de champions »

Socle

Terreau

Récit

Fondations

Vision

Faiblesses

1. Un déficit de niveau de ressources humaines pour l'encadrement de la haute performance
2. Une difficulté d'attractivité des ressources humaines qualifiées sur la durée
3. Une professionnalisation des acteurs sportifs (encadrants, dirigeants, gestionnaires, communicants, ...) insuffisante
4. Une baisse d'engagement des bénévoles dans le secteur associatif
5. Une discontinuité des projets au niveau des ligues (changements d'équipes)
6. Une carence dans la détection des jeunes talents à l'échelle du territoire
7. Une limite dans le niveau de confrontation sur le territoire et des barrières fortes à la mobilité vers l'hexagone ou dans la Caraïbe
8. Des infrastructures et équipements ne répondant pas aux normes requises pour la pratique de la haute performance

Ressources humaines

Territoire

Qualification

Professionnalisation

Engagement

Infrastructures

Haute Performance

Opportunités

1. Des ligues et clubs motivées et engagées pour développer la haute performance
2. Des politiques publiques encourageants le développement de la haute performance
3. Une structure dédiée au sein du CREPS pour adresser l'accompagnement et le développement de la haute performance (MRHP)
4. Des opportunités à développer avec les pays de la Caraïbe
5. Un axe politique d'attractivité du territoire à développer pour favoriser le développement de la haute performance

Volonté

Objectifs

Outils Politiques et Techniques

Ouverture géographique

Attractivité

Menaces

1. Un isolement territorial et une démographie limitée
2. Une problématique de continuité dans le développement de l'expertise et de la transmission (logique d'ensemble)
3. Une réalité économique des clubs et ligues limitant les moyens d'encadrement et de développement de la haute performance
4. Une désaffection des professeurs d'EPS dans le milieu associatif sportif
5. Une problématiques plus globale de distancion des liens entre milieu scolaire et milieu associatif

Contraintes naturelle

Moyens financiers

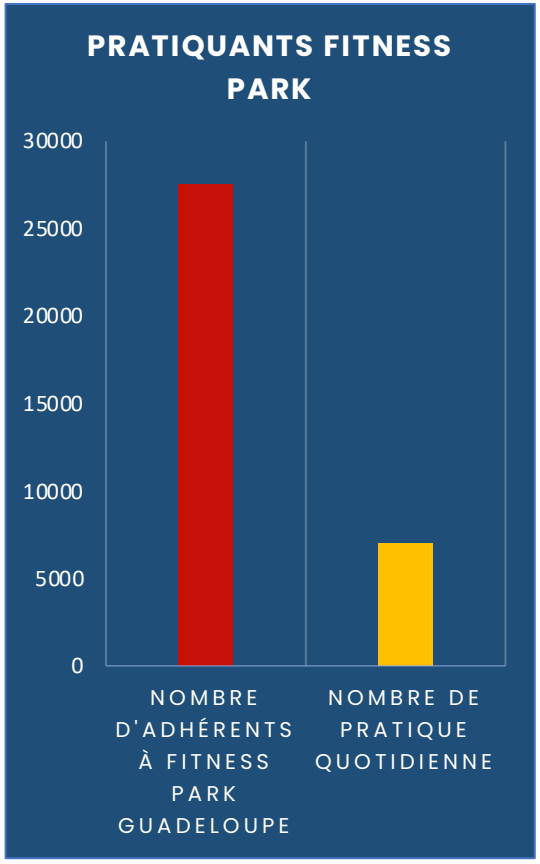
Lien scolaire - associatif

Transmission

Continuité

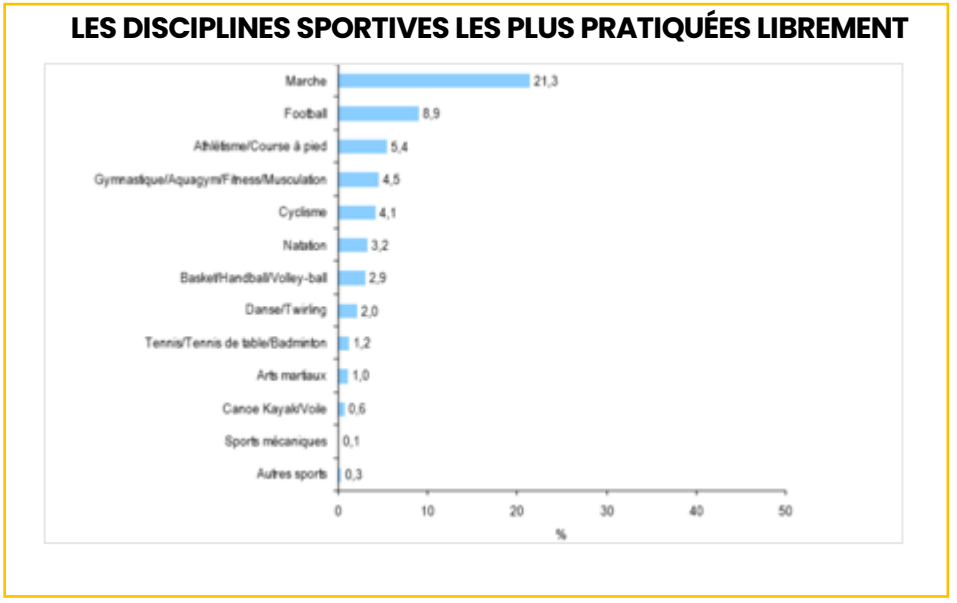
Pratique libre et offre commerciale

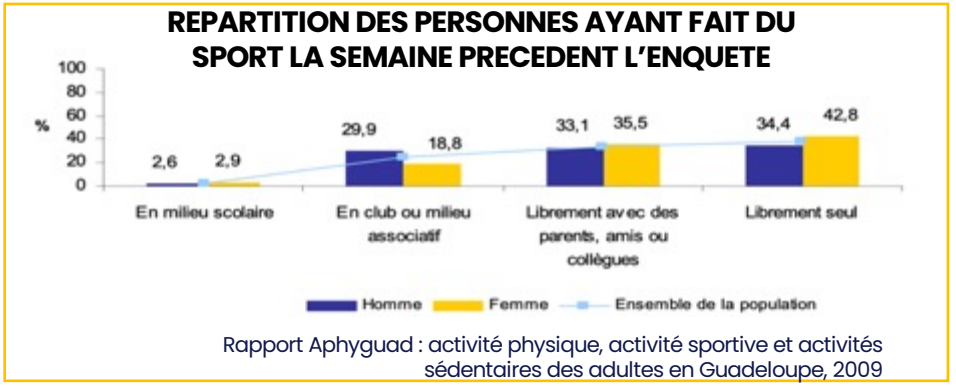
Offre commerciale



- Entre **25 000 et 30 000** adhérents annualisés
- **10% de la population** entre 16 ans et 70 ans
- **7 000 personnes** en pratique quotidienne

Pratique libre





Rapport Aphyguad : activité physique, activité sportive et activités sédentaires des adultes en Guadeloupe, 2009

Sport commercial

Forces

5. Des acteurs en recherche d'attractivité et d'innovation principalement dans les secteurs de l'économie bleue, économie verte et du sport de forme
6. Un niveau qualitatif d'équipements et d'infrastructures élevé, aux normes et en renouvellement régulier
7. Une typologie d'offre diversifiée et une pratique tarifaire adaptée au pouvoir d'achats des populations
8. Des liens avec les institutions publiques pour la formation des ressources humaines, la certification de diplômes, l'accréditation d'activités, ...

Attractivité

Innovation

Qualité équipements

Diversification

Saisonnalité

Qualification

Ressources humaines

Précarisation emploi

Politiques Publiques

Partenariats

Faiblesses

7. Des modèles économiques structurés sur la saisonnalité du tourisme avec une difficulté de prévision à moyen-terme
8. Difficulté d'embauche d'emploi pérennes et de développement d'approches entrepreunarials type PME
9. Précarisation de certains emplois sous forme de contrats de saisonniers, contrats de prestation de services ou d'activités d'auto-entreprise
10. Manque d'attractivité des activités de sport nautique pour les populations du territoire
11. Absence de partenarioats structurés avec les institutions publiques et les structures associatives du monde du sport

Sport commercial

Opportunités

1. Un secteur avec une capacité de développement importante en matière d'offre de service
2. Un potentiel de développement d'emploi pérennes
3. Des nouvelles activités sportives attractives qui demandent à être développées
4. Un intérêt de la jeunesse guadeloupéenne pour les métiers de forme physique
5. Un poids dans l'économie de plus en plus important qui demande à être valorisé

Potentialité services

Emploi

Impact économique

Attractivité

Menaces

1. Déficit de disponibilité de ressources humaines diplômées sur le territoire
2. Contraintes des règlementations et législations pour les activités sportives en milieu naturel (aquatique ou montagne)
3. Absence de prise en compte dans les politiques publiques en particulier dans le ciblage de financements dédiés (emploi, formation, ...)
4. Baisse de fréquentation touristique de l'île (inflation, prix du voyage, ...)

Compétences - Diplôme

Règlementation

Financements dédiés

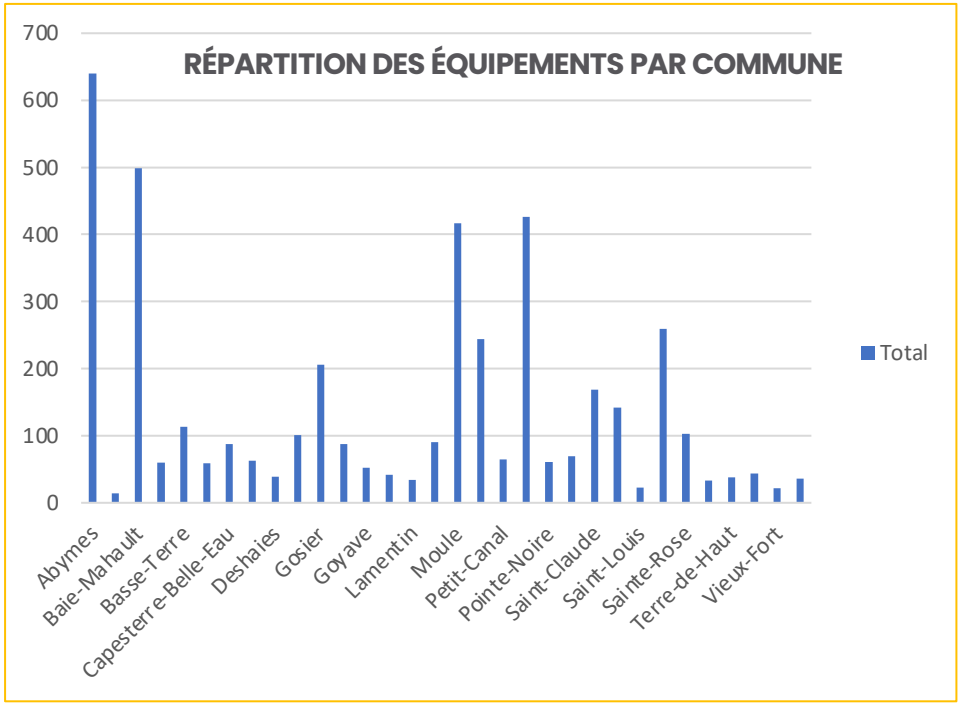
Inflation

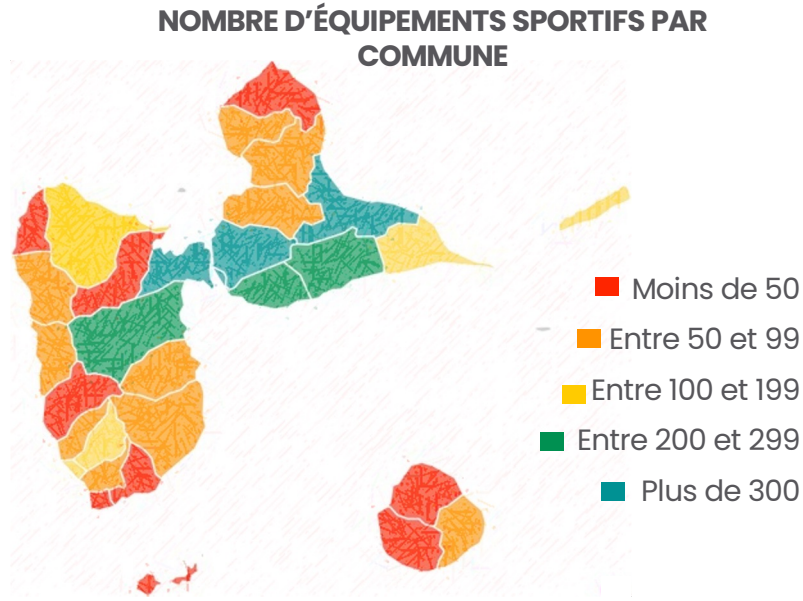
Moyens population

3

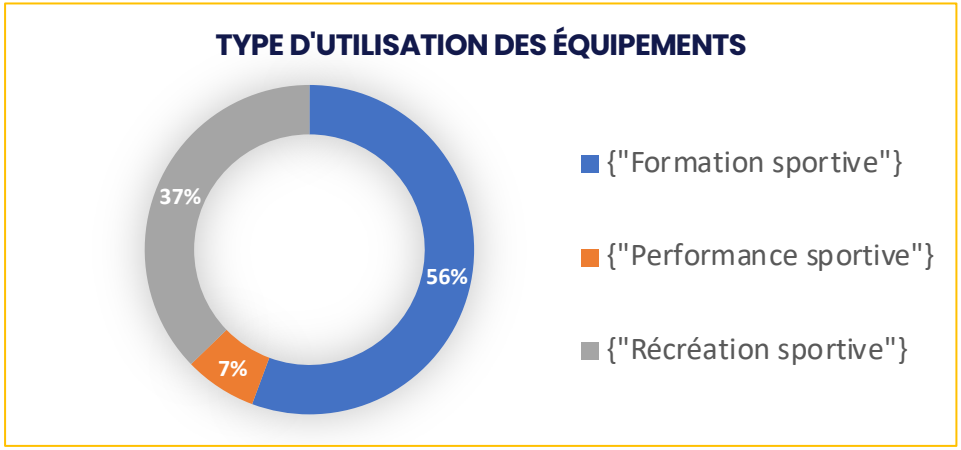
Équipements et infrastructures sportives

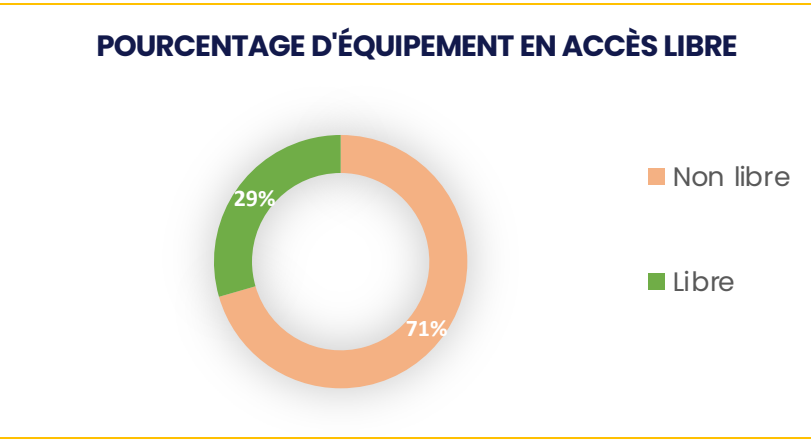
Répartition des équipements





equipement.sports.gouv 2021





Etat des lieux des équipements

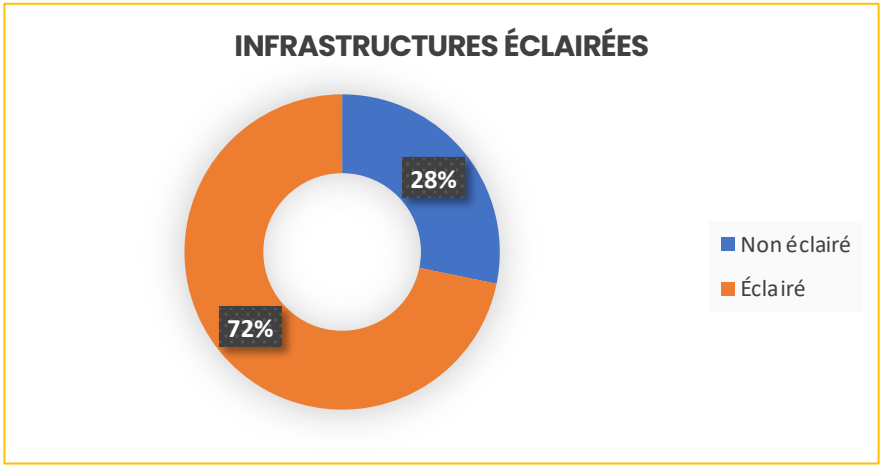
DATE DE MISE EN SERVICE DES ÉQUIPEMENTS	
Date	**Nombre d'équipements**
Avant 1945	2,5%
1945-1964	2,3%
1965-1974	6,7%
1975-1984	10,9%
1985-1994	24,7%
1995-2004	33,3%
A partir de 2005	19,6%

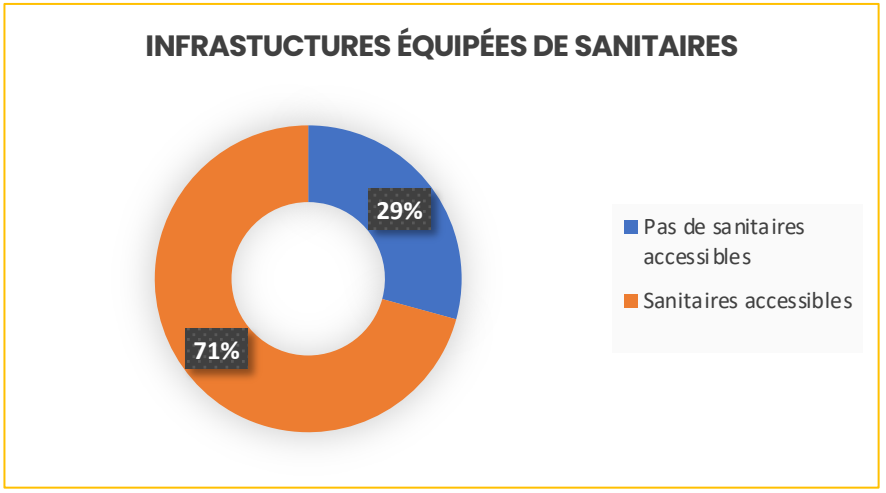
50% des équipements depuis 1995

¼ entre 1985 et 1994

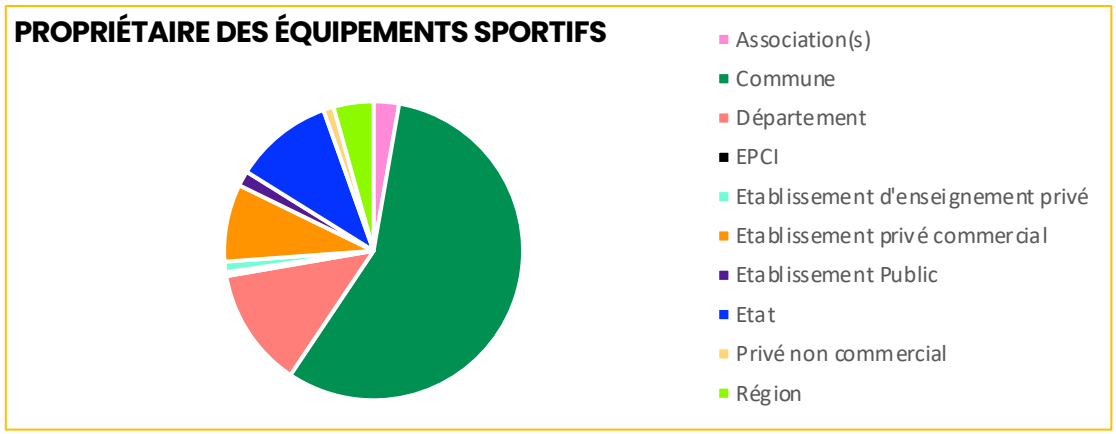
¼ avant 1985

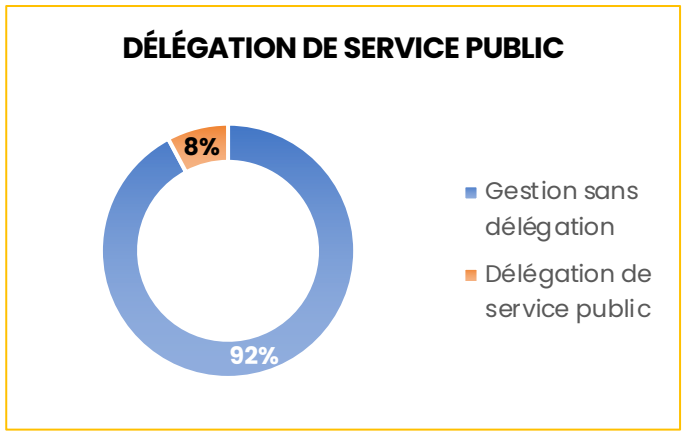
1. **Pas de plan préalable** de définition des usages et de la cibles usagers
2. **Contraintes de qualité** de conception, d'emplacement et de durabilité
3. **Quasi-totalité** des équipements ne répondent pas aux **normes** pour accueillir des compétitions régionales ou internationale
4. **Défauts d'entretiens** et de rénovation des équipements
5. **Forte vulnérabilité des équipements** aux conditions climatiques du territoire





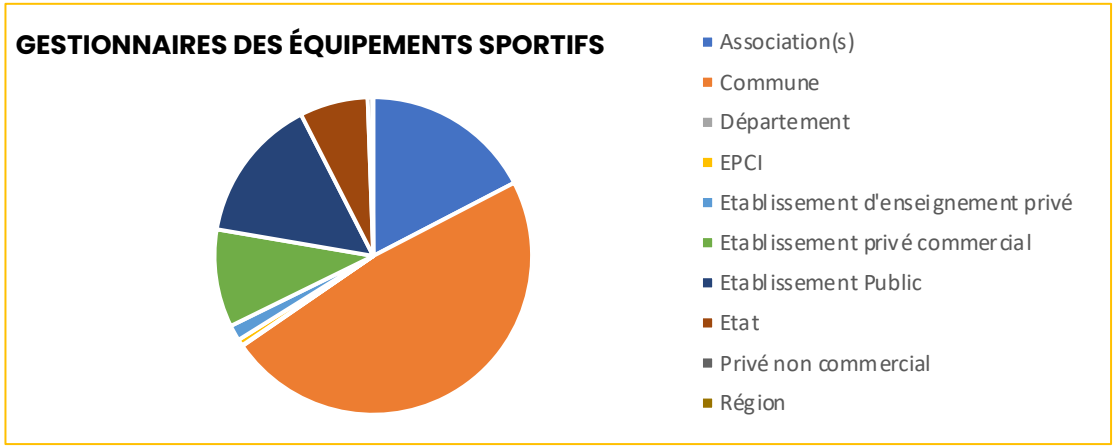
Gestion des équipements





Deux modèles de gestion pour les communes et intercommunalités :

- La régie directe, assurée par un service interne de la collectivité, sans budget distinct
- La gestion déléguée par le biais d'une délégation de service public dont les termes sont identifiés dans une convention.



Question du modèle économique (rentabilité, viabilité, durabilité)

Infrastructures et équipements

Forces

9. Un volume d'infrastructures et d'équipements important et en nombre sur le territoire
10. Une diversité d'infrastructures publiques, privées et en milieu scolaire
11. Des moyens importants investis chaque année dans les infrastructures (État, Collectivités)
12. Des projets ou idées de projets en nombre portés par les ligues, comités et clubs

Volume

Diversité

Moyens financiers

Projets

Répartition

Programmation

Qualité, Normes

Entretien, rénovation

Gestion

RH - Ingénierie

Faiblesses

12. Une inégale répartition des équipements et infrastructures sur le territoire (zones blanches)
13. Une absence de cartographie territoriale des infrastructures et équipements (outils d'aide à la décision)
14. Des défauts de qualité des infrastructures et équipements : norme de construction de réhabilitation
15. Un défaut d'entretien et de rénovation lié au manque de moyens et/ou de compétences
16. Une inadéquation des infrastructures et équipements aux normes et standards des disciplines (éclairage, équipements, sécurité, ...)
17. Des modes de gestion défaillants ou inadaptés aux besoins des pratiquants : horaires, répartition de la disponibilité, accès, ...
18. Une carence en capacité d'ingénierie de projet d'équipements et d'infrastructures sportives (conception, montage, financement, gestion)

Infrastructures et équipements

Opportunités

1. Des Appels à projets et financements disponibles pour les équipements (ANS, État, Europe) – encore trop peu mobilisés
2. Une offre technique d'équipements modulables, mobiles, adaptables en particulier aux milieux extérieurs
3. Une marge d'optimisation d'usage des infrastructures et équipements existants

Financements

Technologie

Optimisation

Approche territoriale

Vision durable

Contraintes naturelles

Modèle économique

Optimisation

Gestion – tarification

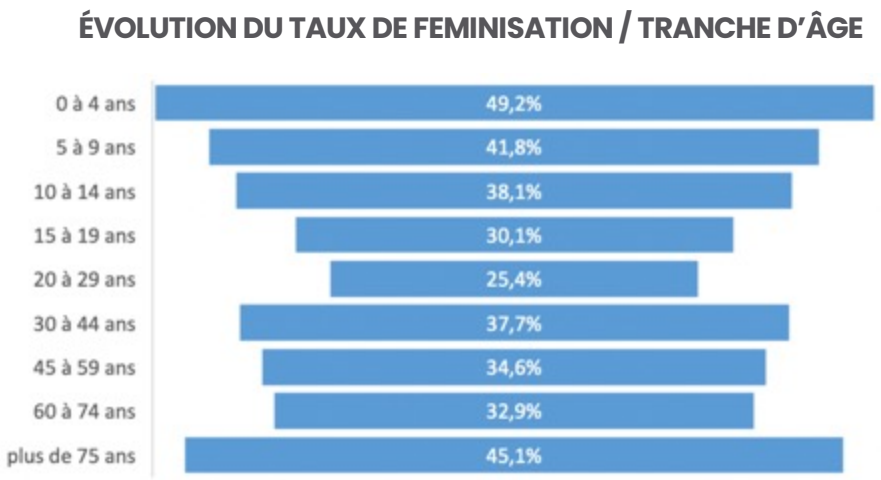
Menaces

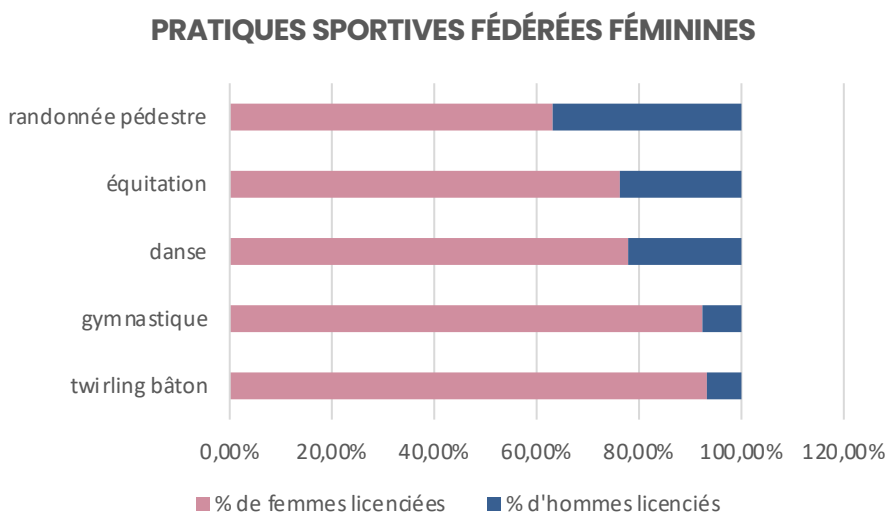
1. Une approche du sujet infrastructures qui ne s'ancre pas dans une réflexion amont : quels usages pour quels usagers
2. Une absence de vision politique concertée en matière d'aménagement du territoire, de maillage des infrastructures (schéma territorial des équipements sportifs)
3. Une pression climatique forte qui ne trouve pas de réponse d'adaptation et de durabilité (conception, architecture)
4. Des modèles économiques de gestion des équipements complexes sur un territoire à la démographie limitée
5. Une absence de réponse à la prise en compte de certaines disciplines orphelines d'équipements
6. Une absence de solution dans l'optimisation des infrastructures publique, scolaire, privées
7. Des coûts de gestion de plus en plus élevése entrainant une tarification d'accès en constante augmentation
8. Une gestion des milieux naturels pour le sport confrontée aux notions de préservation et valorisation entrainant le développement de modèles

4

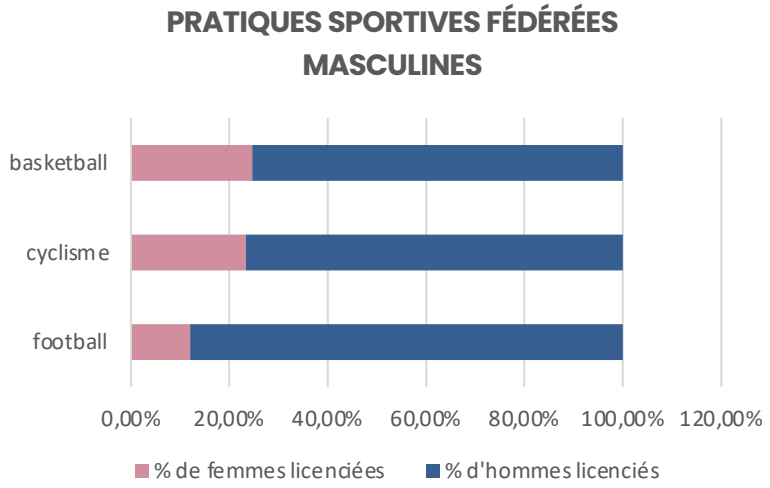
Inclusion et Sport Santé

Sport et disparités de genre



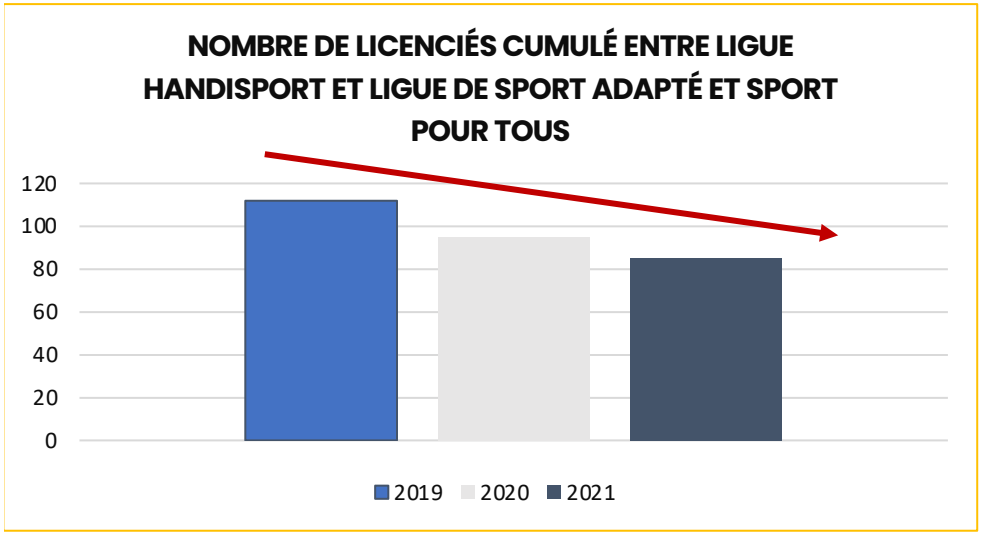


- Disciplines à majorité « masculines » : sports comptant le plus de licenciés (Basket, Cyclisme Football).
- Athlétisme et natation à majorité « féminines » : respectivement **55%** et **60%** de licenciées féminines.
- Majorité de femmes dans les sports dits « doux » tels que la randonnée pédestre et la danse où elles représentent respectivement **64%** et **77%** des licenciés.
- Le taux de licenciées féminines = 50% entre 0 et 9 ans et diminue à partir de 10 ans (25% entre 20 à 29 ans)



Sport adapté

46 – NOMBRE D'ÉQUIPEMENT ACCESSIBLES AUX PERSONNES EN SITUATION D'HANDICAP	
Type d'accessibilité	**Pourcentage d'équipements accessibles**
Accessibilité aux personnes à mobilité réduite à l'accueil	2,49%
Accessibilité aux personnes à mobilité réduite à l'aire de jeu	35,35%
Accessibilité aux personnes à mobilité réduite aux cheminements	4,73%
Accessibilité aux personnes à mobilité réduite aux douches	3,82%
Accessibilité aux personnes à mobilité réduite aux sanitaires	35,35%
Accessibilité aux personnes à mobilité réduite aux tribunes	19,75%
Accessibilité aux personnes à mobilité réduite aux vestiaires	28,46%
Accessibilité aux personnes en situation de handicap sensoriel à l'aire de jeu	35,35%
Accessibilité aux personnes en situation de handicap sensoriel aux sanitaires	35,35%
Accessibilité aux personnes en situation de handicap sensoriel aux cheminements	4,73%
Accessibilité aux personnes en situation de handicap sensoriel - signalétique	4,65%
Accessibilité aux personnes en situation de handicap sensoriel aux tribunes	19,75%
Accessibilité aux personnes en situation de handicap sensoriel aux vestiaires	28,46%



Enquête sur les emplois sportifs (2013) : handicap est un facteur discriminant pour accéder aux métiers des sports et des loisirs. Sur 850 000 heures travaillées en 2013 : aucune heure n'avait été effectuée par une personne porteuse de handicap.

Situation en progression depuis 10 ans (chiffres non disponibles)

100 licenciés

Taux très faible : **12%** de la population guadeloupéenne est en situation en de handicap

Sport Santé

Développement du Sport : enjeu majeur de santé publique / sédentarité et inactivité physique

- **52% surpoids (47% national)**
- **20% obésité (14% national)**

- Hommes plus engagés que les femmes dans les activités physiques. > 50% ont une activité physique d'intensité élevée, après 35 ans.
- Les 18-25 ans moins mobilisés dans les activités physiques et sportives : 4h30/jour assis dont 3 heures devant un écran.
- Les individus en surcharge pondérale se dépensent moins. Inactivité physique, en particulier ceux souffrant d'obésité.

CARTOGRAPHIE DES MAISONS SPORT SANTE

DRAJES Guadeloupe, 2023

« Maison Sport-Santé » coordination et mise en réseau des différents acteurs de la santé, du sport et de l'activité physique adaptée :

- Un espace d'accueil permettant, d'une part d'informer et d'orienter les personnes dans leur programme sport santé personnalisé
- Un lieu d'exercice de l'APS/APA
- Un lieu de formation transversale des acteurs du sport-santé
- Un lieu d'information, de sensibilisation voire de formation continue.
- Un lieu de réalisation d'un bilan des capacités physiques sur la base d'une prescription d'activité physique adaptée lorsqu'elle est requise et des éventuelles contre-indications relevées.

Un lieu d'accompagnement des personnes atteintes d'affection de longue durée orientées consécutivement à une prescription médicale d'activité physique adaptée par leur médecin traitant

Sport Santé

Forces

1. Partage d'une définition commune des acteurs du sport santé qui « recouvre la pratique d'activités physiques ou sportives qui contribue à la santé et au bien-être du pratiquant en agissant aux plans physiques, psychologiques et social »
2. Deux approches traitées sur le territoire : le sport « sur ordonnance » et la « lutte contre la sédentarité »
3. Des structures spécifiques qui se développent : maison sport santé soutenues par des pouvoirs publics
4. Des structures associatives qui interviennent en milieu scolaire pour favoriser l'activité physique auprès des plus jeunes
5. Des pratiques libres de sport bien-être qui se développent : forme physique, marche, randonnée, ...

Prévention & traitement

Politiques publiques MSS

Pratiques libres

Milieu scolaire

Localisation

Offre

Sport sur Ordonnance

Infrastructures

Encadrement - RH

Formation

Faiblesses

1. Carences d'infrastructures adaptées (qualité, sécurité)
2. Absence d'offre d'activités de sport-santé au niveau des clubs et associations sportives
3. Proximité des lieux de pratiques : mobilité, barrière financière
4. Problématique de la prise en charge du sport sur ordonnance (non remboursée)
5. Fragilité du modèle économique des maisons de sport santé
6. Problématique de communication sur les offres de services disponibles et sur les lieux de pratique
7. Faiblesse de l'encadrement des pratiques spontanées : risque, méconnaissance des recommandations de pratiques (sénior)
8. Un déficit de ressources humaines formées pour encadrer le sport santé

Sport Santé

Opportunités

1. Des politiques publiques croisées (DRAJES, ARS, Collectivités) qui accompagnent le développement d'initiatives de sport santé (AAP, dispositifs dédiés)
2. Une demande croissante de la population en matière d'activités physiques et sportives de bien-être
3. Des besoins médicaux importants pour la prise en charge en particulier des maladies chroniques

Financements - AAP

Demande

Besoins médicaux

Barrières culturelles

Coordination acteurs

Modèles économiques

Mutualisation

Données - vision

Menaces

1. Des barrières culturelles importantes notamment au niveau de la pratiques d'activités physiques et sportives chez les plus jeunes
2. Un déficit de coordination interacteurs pour une prise en charge du sport sur ordonnance sur l'ensemble de la chaîne : de la prescription à la prise en charge dans la durée
3. Des modèles de financements basés sur des AAP qui fragilisent la stabilité des structures dans la durée
4. Une absence de mutualisation des moyens et des compétences pour offrir un service adapté à la demande
5. Un manque de données sur les pratiques libres et sur les attentes des pratiquants pour adapter des politiques publiques pertinentes d'accès tarifés

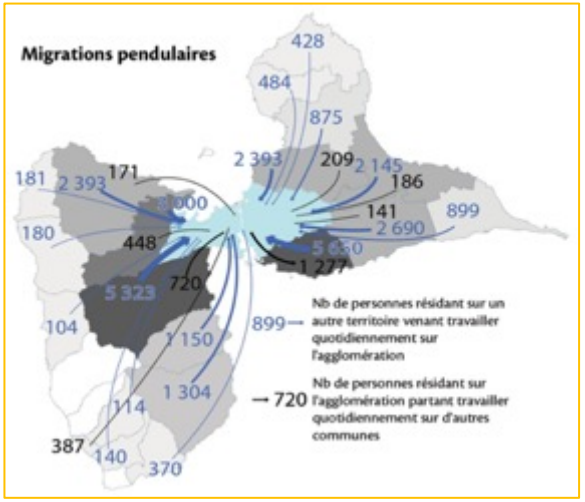
5

Mobilité et rayonnement International

Mobilité et rayonnement

La mobilité Intra territoriale des sportifs est confrontée à différentes problématiques :

1. Le temps de trajet pour rejoindre une zone de pratique sportive située en majorité dans le centre de l'île
2. Le coût des déplacements pour les individuels, familles ou les clubs
3. Le caractère géographique de l'île (Archipel) qui complexifie les déplacements
4. L'état du réseau routier
5. L'offre de transport collectif inadaptée aux pratiques sportives (horaires décalés, week-end, …)



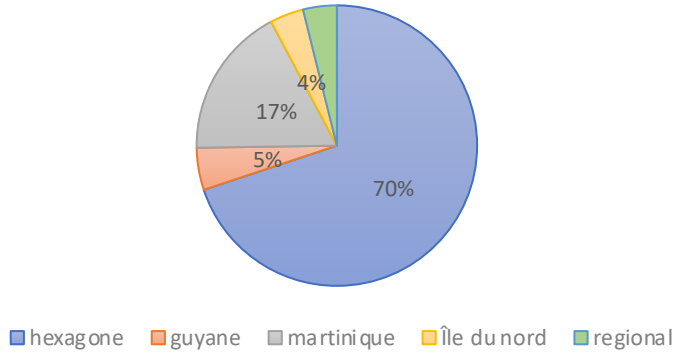
Région Guadeloupe

Mobilité et rayonnement

Problématiques liées à la mobilité sportive :

1. Malgré sa double appartenance à l'Europe et à la zone Amérique Latine Caraïbe, la spécificité insulaire, voire doublement insulaire pour les dépendances, de l'archipel Guadeloupéen limite les moyens de déplacement extraterritorial
2. Contrainte financière : le prix des déplacements dans la Caraïbe ou les voyages intercontinentaux (notamment vers la métropole) sont particulièrement couteux et les aides et subventions restent insuffisants.
3. Peu de ligues développent une stratégie d'action extérieure malgré un soutien appuyé du CROS

RÉPARTION DES DESTINATIONS DES VOYAGES DE MOBILITÉ SPORTIVE FINANCÉ PAR LA DRAJES



DRAJES Guadeloupe, 2022

Les principales aides financières à la mobilité :

- **DRAJES** notamment via le FEBECS qui finance majoritairement les déplacements vers la métropole (**77%** des déplacements)
- **Région Guadeloupe** via l'aide financière à la mobilité sportive.

LIGUES ET COMITÉS AFFILIÉS À DES CONFÉDÉRATIONS RÉGIONALES ET CONTINENTALES	
LIGUES, COMITÉS OU DISCIPLINE	CONFÉDÉRATION
	AFFILIÉS
ATHLETISME [LIGUE REGIONALE D'ATHLETISME DE LA GUADELOUPE] (L.R.A.G.)	NACAC & CACAC
CYCLISME [COMITE REGIONAL DE CYCLISME DE LA GUADELOUPE] (C.R.C.G.) -	COPACI
FOOT-BALL [LIGUE GUADELOUPEENNE DE FOOT BALL] (L.G.F.)	CONCACAF
HANDBALL [LIGUE GUADELOUPEENNE DE HANDBALL] (L.G.H)	INTERNATIONAL HANDBALL FEDERATION
JUDO [LIGUE DE JUDO DE GUADELOUPE] (L.J.G.)	PANAMERICAN
NATATION [COMITE REGIONAL DE NATATION DE GUADELOUPE] (C.R.N.G.)	CARIFTA ASSOCIATION
RUGBY [COMITE REGIONAL DE RUGBY DE GUADELOUPE	NACRA (RUGBY AMERICAS)
TAE KWON DO [COMITE REGIONAL DE TAE KWON DO]	WORLD TAEKWONDO FEDERATION
TENNIS [LIGUE REGIONALE DE TENNIS DE LA GUADELOUPE] (L.T.G.)	CONFEDERACION DE TENIS DE CENTROAMERICA Y EL CARIBE COTECC
VOLLEY BALL [LIGUE GUADELOUPEENE DE VOLLEY BALL] (L.G.V.B.)	NORCECA

Mobilité et rayonnement

Forces

1. Des parents mobilisés et mobiles sur le territoire pour la pratique sportive de leurs enfants (dans la limite de leur moyens et disponibilités)
2. Un appui du secteur privé auprès de certains clubs pour faciliter la mobilité des sportifs pour les compétitions
3. Une prise en charge des sportifs à fort potentiel pour les compétitions régionales ou nationales
4. Des offres de proximité dans chaque commune
5. Des aides à la mobilité pour les compétitions des clubs

Déplacements

Secteur privé

Aides publiques mobilité

Proximité

Réseau routier

Implantation équipements

Coût mobilité extra territoriale

Coordination financements

Mutualisation, partenariats

Faiblesses

1. Des réseaux routiers saturés sur le territoire rendant difficiles les déplacements (temps, coûts, horaires)
2. Une concentration des équipements dans le centre du territoire accentuant les problématiques de mobilité et d'accès
3. Une absence d'aménagement de mobilités douces (piéton, piste cyclable) en milieu urbain
4. Un coût de la mobilité extra territoriale extrêmement élevé : transport, séjour, équipements pour compétitions
5. Une absence de lisibilité, de coordination et de transparence dans la gestion des fonds de financements de la mobilité des sportifs (collectivités, FEBEX, FEBECS, Fédérations sportives, secteur privé)
6. Une absence de mutualisation des transports inter-clubs, inter-disciplines

Mobilité et rayonnement

Opportunités

1. Des dispositifs financiers de mobilité disponibles (Collectivité, État) à optimiser
2. Une offre de mobilité disponible, à optimiser (regroupement de compétitions, mutualisation)
3. Une planification territoriale de l'offre sportive et des manifestations à optimiser

Coordination Financements

Mutualisation mobilité

Besoins médicaux

Offre adaptée

Accessibilité

Budget familles

Coût déplacement extra T

Nombre de pratiquants

Menaces

1. Un défaut d'offre de transport adapté (coût, fréquence) aux besoins de la mobilité des sportifs sur le territoire
2. Un défaut d'accessibilité des transports (personnes en situation de handicap)
3. Un renoncement des familles à faire pratiquer certaines activités à leurs enfants faute de moyens et de temps pour accéder aux lieux de pratique
4. Des coûts de mobilité de plus en plus élevée limitant la capacité de compétition des sportifs hors du territoire (Zone Caraïbe, Hexagone)
5. Une baisse du nombre de pratiquants

6

Économie, Emploi et Formation

Economie du Sport « Bleue & Verte »

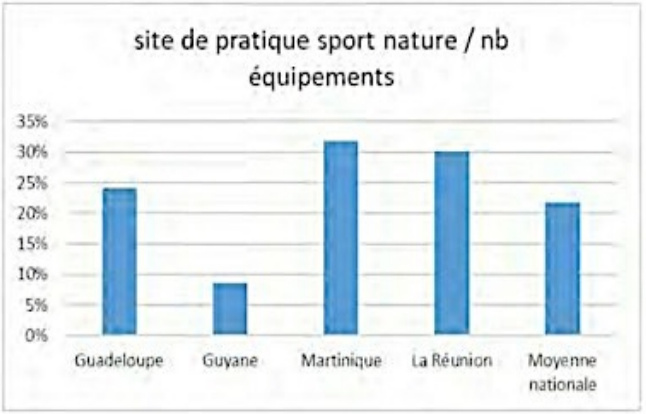
L'APNG, l'association des professionnels du nautisme en Guadeloupe en 2008, comptais près de **200** entreprises avec un chiffre d'affaires annuel de **90** millions d'euros.

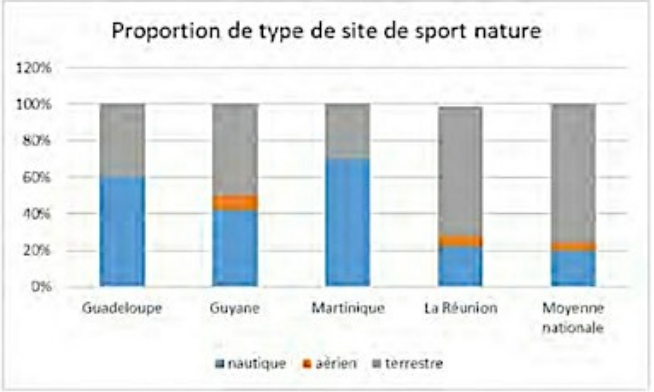
La filière représenterait **120 millions d'euros** en Guadeloupe soit le 1/3 de la filière hôtellerie.

SITES D'ACTIVITES AQUATIQUES ET NAUTIQUES	
Boucle de randonnée	49
Parcours Acrobatique en Hauteur/Site d'accrobranche	31
Site d'escalade en falaise	17

DIVERS EQUIPEMENTS DE SPORTS DE NATURE	
Baignade aménagée	7
Circuit de motonautisme	1
Point d'embarquement et de débarquement isolé	36
Site d'activités aquatiques et nautiques	26
Site de plongée	93
Stade de canoë-kayak de vitesse	1
Stade de ski nautique	1
Zone de mouillage	4

PROPORTION DES SITES NATURELS

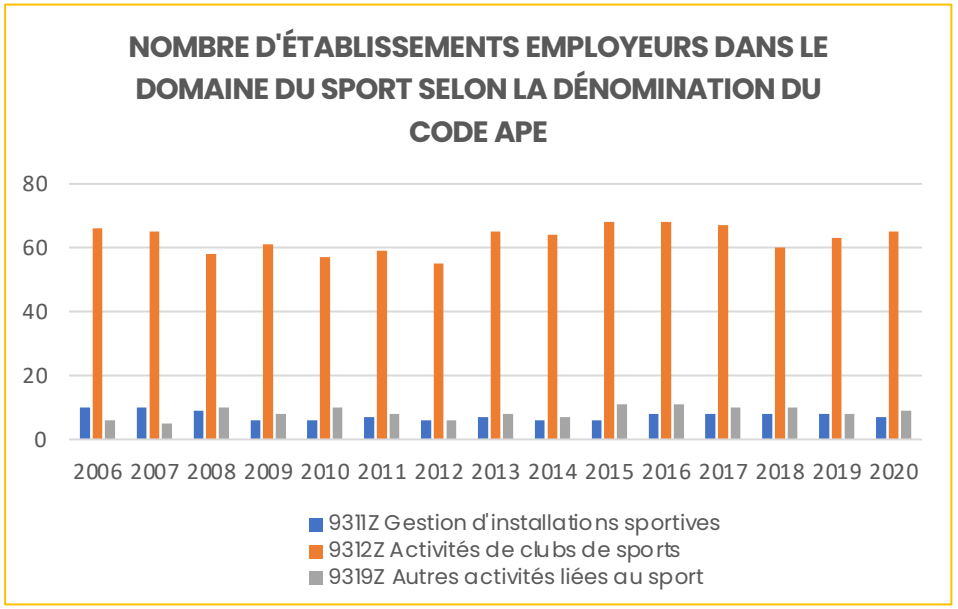


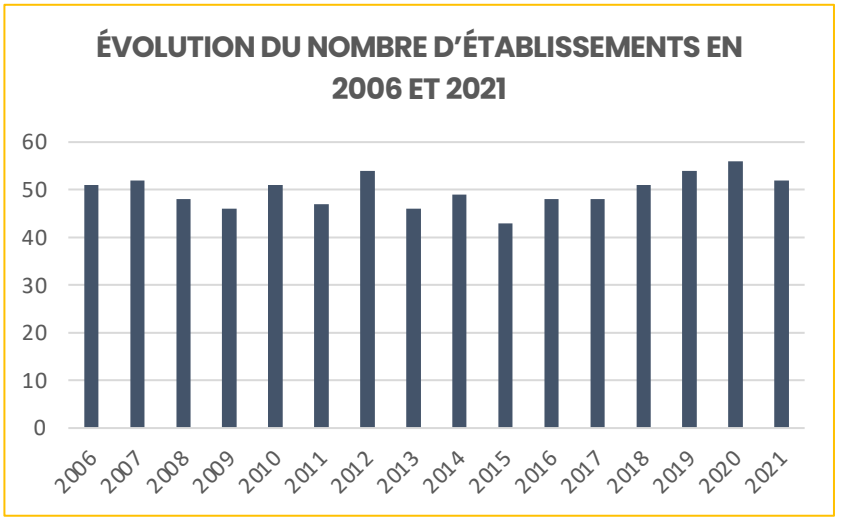


Principales problématiques de développement du secteur :

- Manque d'aménagements adaptés
- Problématique de l'organisation réglementaire
- Utilisation inégale et sur-fréquentation de certains sites,
- Conflits d'usage interacteurs (public – privé)

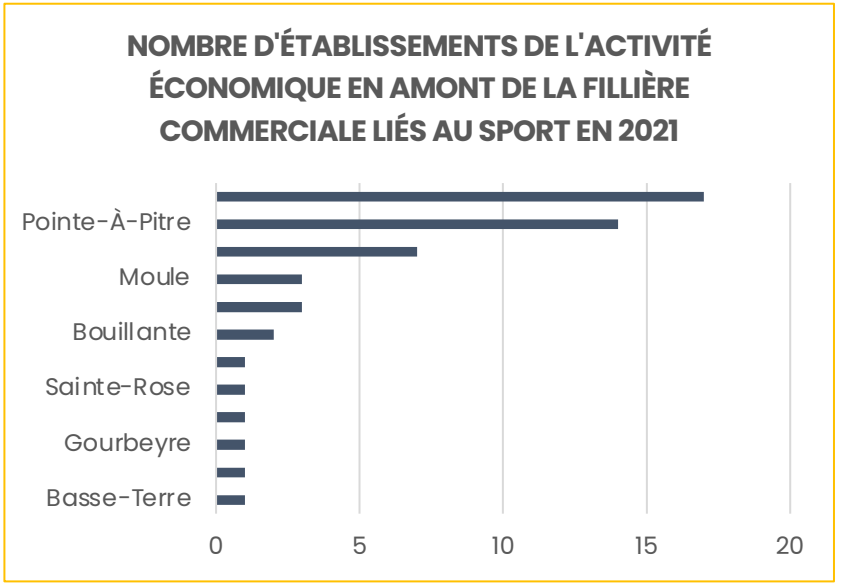
Sport et emploi





Le sport également représenté en Guadeloupe par de nombreux auto-entrepreneurs proposant des services d'encadrement et de coaching sportif.

En croisant les informations des interlocuteurs interrogés et des chiffres du greffe du tribunal de commerce : estimation de **1 000** auto-entrepreneurs



Sport et Formation

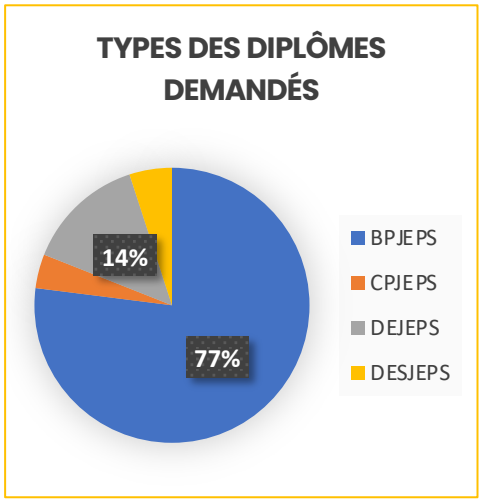
LA FORMATION PROFESSIONNELLE

- Des stagiaires de formation majoritairement représentés un profil de demandeurs d'emploi
- Les diplômes les plus représentés sont des BPJEPS, diplôme de niveau 4

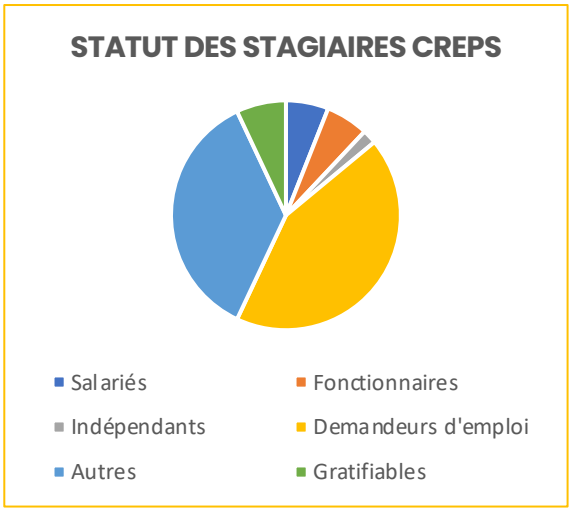
LA FORMATION UNIVERSITAIRE

- Un nombre total d'étudiants inscrits en STAPS qui a plus de doubler en 11 ans.
- Grande attractivité de la filière STAPS en sortie de bac

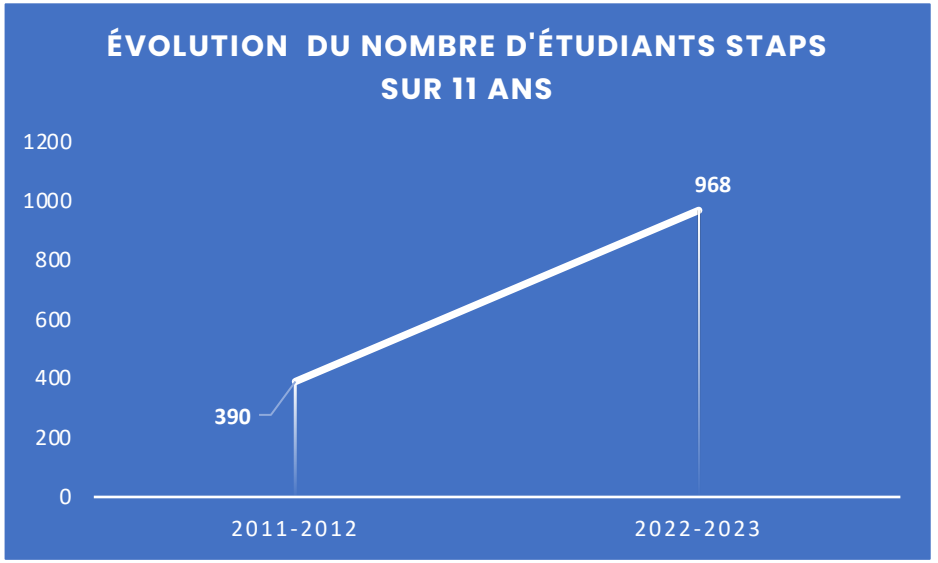
Un manque de formations axées sur le management, la gestion d'équipement ou le développement du sport



DRAJES Guadeloupe, 2021



Bilan d'activité 2019 CREPS



STAPS, 2011-2022

Economie, emploi, formation

Forces

1. Une agilité et adaptabilité des services de certification des formations sports en fonction de la demande et de la disponibilité des ressources humaines pour y répondre
2. Un partenariat dynamique avec le secteur privé des activités de la forme pour la formation de sessions annuelles de BP
3. Une demande forte pour la formation en BP APT permettant l'encadrement d'activités multiples
4. Une prise de conscience des acteurs du sport de leur besoins en encadrement, management de projet, communication, ingénierie financière, ...

Adaptabilité formation pro

Partenariats secteur privé

Diagnostic des besoins

Demande BP APT

Déséquilibre RH Formées

Offre-Demande formation

Carence RH / Secteurs

Carrières

Lien RH scolaire - associatif

Faiblesses

1. Déséquilibres des ressources humaines formées au regard des besoins : techniciens, manager
2. Une réponse faible aux offres de formations proposées : dirigeants, encadrants
3. Une limite de l'offre de formation (disciplines, niveaux) lié à la demande et aux capacités du territoire
4. Une résistance au changement du fonctionnement des RH face à l'évolution de la demande des pratiquants
5. Une carence de ressources humaines formées aux disciplines aquatiques et nautiques malgré le dynamisme et le potentiel du secteur
6. Une absence de lisibilité de carrières des ressources humaines formées (trajectoire professionnelle)

Economie, emploi, formation

Opportunités

1. Disponibilité de centres de formation en capacité de développer de nouvelles offres de formation (CREPS, CFA Kalamus, ERFAN)
2. Un potentiel de ressources humaines disponibles à former et à mobiliser
3. Des dispositifs de prise en charge des formations à coûts réduits pour les bénéficiaires
4. Des ingénierie en management associtifs et de projets à mobiliser

Espace de formation

RH à former

Ingénierie mobilisable

Menaces

1. Défaut de stratégie territoriale de formation en lien avec les besoins des structures employeuses
2. Des modèles économiques fragiles des structures sportives précarisant les emplois (niveau de rémunération, ubérisation)
3. Un secteur associatif qui manque de dynamisme de renouvellement dans ses pratiques (se réinventer)
4. Manque d'orientation des Politiques Publiques vers les RH, la formation, la montée en compétence et le coaching

Stratégie RH - Emploi

Précarisation emplois

Renouvellement associatif

Politiques Publiques

7

Principales problématiques transversales

Coordination interacteurs

Une problématique de coordination interacteurs manifestée par l'ensemble des interlocuteurs et à tous les niveaux

1- A l'interne des ligues et des clubs pour la mise en place de plans d'actions et de perspectives communes

2- Entre les acteurs sportifs (associatifs ou marchands) et les institutions publiques (Services de l'Etat, Collectivités)

3- Entre les décideurs publics : planification du développement, cohérence des financements, développement de politiques publiques communes (mobilité, formation, infrastructures, équipements, …

Ressources humaines

Une carence de ressources humaines formées et adaptées aux besoins de développement des acteurs du sport

1- Des besoins en matière d'encadrement, de gestion, de mobilisation de financements, de communication, de développement de partenariats

2- Des capacités financières limitées par structure #
Une absence d'approche mutualisée pour des gains d'échelle #
Une situation de concurrence

3- Une offre et une demande de formation limitée liée au manque de visibilité dans la durée et de la capacité d'emploi des structures sportives

Communication

Une communication diffuse de l'offre sportive pour les usagers ne facilitant pas le développement de la pratique

1- Des modes de communications multiples propres à chaque structures, difficilement accessibles pour les potentiels nouveaux pratiquants

2- Une absence de communication grand public sur la pratique d'activités physiques et sportives

3- Une complexité dans les compétences, rôles et missions de tous les acteurs ne facilitant pas la compréhension des usagers

Financement

Des sources multiples de financement qui manquent de coordination et de lisibilité pour les structures de pratiques sportives

1- Des modèles économiques fragiles qui reposent sur les adhésions, les aides publiques et l'appui ponctuel du secteur privé

2- Des multiples Appels à Projets qui manquent de répondants face à la complexité administrative, la spécificité des critères, la nécessité de contreparties, la méconnaissance des dispositifs

3- Un secteur privé (sponsoring, mécénat) mobilisé localement sur des évènements ponctuels mais qui reste globalement très peu engagé à l'échelle du territoire

Planification, pilotage

Une juxtaposition des compétences des pouvoirs publics au niveau du secteur sport qui manque de cohérence et de planification territoriale

1- Une absence d'outils de monitoring des espaces, infrastructures et équipements sportifs du local vers le territorial

2- Une multitude de stratégies et de projets portés par les acteurs du sport sans mise en cohérence transversale

3- Des décisions de financements et de développement de projets liés à la capacité de mobilisation interne à chaque structure et au réseau relationnel

8

Axes de recommandations

Recommandations

1. Accompagner le développement et la diversification de l'offre sportive (acteurs associatifs et privés)

- Sport santé et pratiques libres
- Sport licencié et haute performance
- Sport scolaire et universitaire

2. Développer la coordination et les synergies interacteurs

- Mutualisation des moyens
- Plateformes de concertation et de coordination
- Projets communs

3. Promouvoir une planification pluriannuelle des moyens techniques (infra/équipements), humains (formation) et financiers

- Evaluation des équipements et infrastructures / fonctionnalité de l'existant
- Planification pluriannuelle d'investissement (priorités)
- Evaluation des besoins en formation et structuration d'un plan à moyen terme
- Coordination des acteurs financiers, conférence annuelle, programmation, monitoring

4. Développer l'intégration sportive continentale Amériques et Caraïbe et l'attractivité sportive du territoire

- Développement de partenariats avec des acteurs sportifs caribéens
- Identification des sources de financements à l'échelle régionale (sport et développement)
- Développer des produits d'attractivité pour les sportifs caribéens (athlétisme, football, ...)

5. Accompagner le développement économique du sport en valorisant les atouts spécifiques du territoire (mer et montagne)

- Identifier les secteurs à potentiel d'emploi et de développement économique
- Caractériser la demande locale et extérieure (tourisme)
- Développer des mesures incitatives au développement d'activités formelles

CONFÉRENCES RÉGIONALES DU SPORT • DES FINANCEURS DU SPORT

GUADELOUPE

Merci de votre écoute

Février 2023